

Roms : autant d'expulsés mais plus de précarité

Libération
22 juillet

IMMIGRATION Un an après l'offensive de Sarkozy, le collectif Romeurope dresse un bilan des évacuations.

Souvenons-nous, ce fut le coup de chauffe répressif – et médiatique – de l'été dernier. Le 30 juillet 2010, dans son très musclé discours de Grenoble, Nicolas Sarkozy déclarait ouverte l'offensive sécuritaire contre les Roms. En bon soldat, Brice Hortefeux, alors ministre de l'Intérieur, annonçait le démantèlement en trois mois des 600 «camps ou squats» illicites recensés et «la reconduite quasi immédiate des Roms qui auraient commis des atteintes à l'ordre public» vers leur pays d'origine (Bulgarie ou Roumanie).

Jeu. Depuis, que s'est-il passé ? Rien, ni dans un sens ni dans l'autre, répond le collectif Romeurope, qui dressait hier son bilan de l'année. «Il y a bien eu une accélération des expulsions en août et septembre», mais au final, sur l'année, il n'y en a eu «ni plus ni moins

qu'avant», a constaté ce groupement d'associations. En 2010, comme en 2009, près de 9 500 citoyens roumains et bulgares ont été renvoyés dans leur pays d'origine, selon le ministère de l'Intérieur. Dont 7 000 au titre du «rapatriement humanitaire».

Seulement voilà, Romeurope estime toujours à 150 000 le nombre de Roms migrants présents en France, dont la moitié d'enfants ; «un chiffre stable depuis une dizaine d'années». Autrement dit, le jeu des allers-retours se poursuit de plus belle. «Près de 75% des campements illicites ont été démantelés», insiste l'Intérieur. Comme ce mercredi encore, à Bobigny (Seine-Saint-Denis).

Sauf que là où un camp disparaît un autre renaît un peu plus loin. «Il y a toujours autant de terrains occupés, de situations insalubres, de diffi-

cultés», résume Laurent el-Ghozi, président de la Fédération nationale des associations solidaires d'action avec les Tsiganes et les gens du voyage (Fnasat).

Frein. Une politique «absurde, imbécile et inefficace», martèle Alexandre Le Clève, de la Cimade. «Inhumaine» aussi : harcèlement policier, peur, rupture de la scolarisation des enfants et du suivi des soins lors de chaque évacuation.

Surtout, rien n'a changé dans l'accès au travail, frein majeur pour les Roms qui, en tant que ressortissants roumains et bulgares, restent soumis aux mesures transitoires d'adhésion à l'Union européenne, qui leur ferment de fait les portes de l'emploi. Or la France ne devrait pas, sauf surprise, lever ces mesures avant fin 2013, l'échéance maximale.

CORDELIA BONAL